

CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

SESSION du 20-21 octobre 2011

Discours de politique générale

Dominique RAMARD, Groupe Bretagne Écologie

Monsieur Le Président, mes chers collègues,

Les territoires sont en mouvement. Nous sommes nombreux ici à avoir compris, apprécié, parfois même appuyé le message adressé par les grands électeurs au gouvernement de ce pays. Ils en ont assez d'être méprisés par des décisions qui viennent d'en haut. Il est aujourd'hui paradoxal, à l'heure où les élus sont régulièrement interpellés par les citoyens, à l'heure où se développent de nouvelles façons de vivre la démocratie, il est paradoxal que le gouvernement cadenasse par ses réformes institutionnelles, fiscales, territoriales la liberté et la vie démocratique des territoires. Alors qu'il faut au contraire y libérer l'esprit d'initiative ! Je crois que c'est vous, Monsieur le Président, qui avait parlé récemment de construire la République des territoires. Un de vos amis a parlé lui de République contractuelle ! C'est tout à fait ça, c'est bien cette dynamique qu'il convient de mettre en œuvre. Les territoires recèlent de richesses, de capacité à entreprendre, à innover, leurs acteurs sont prêts à mettre leur originalité et leur désir d'agir au service de la République, soyons en certains.

J'illustrerai mon propos par un exemple, celui de l'énergie.

Samedi dernier, près de 25 000 personnes ont marché en France pour une sortie du nucléaire, 15 000, au moins, à Rennes, sous un soleil radieux, peut-être prémonitoire ! Nous avons ici même voté un vœu au mois de mai en faveur de la sortie du nucléaire. Nous avons aussi et surtout voté le Pacte électrique breton qui, dans ses objectifs, tournent clairement le dos à l'énergie de l'atome. J'entendais récemment Benjamin DESSUS, président de l'association Global Chance, décrire le scénario de ce que serait une sortie du nucléaire idéale, à 20 ans. Et comme Dominique VOYNET, candidate malheureuse à la présidentielle 2007 répondant au questionnement du réseau Sortir du nucléaire, ce spécialiste des questions énergétiques annonce en priorité la sobriété énergétique, le développement massif des énergies renouvelables et, pour permettre la transition énergétique, le recours à des moyens de production d'appoint, ressemblant quelque peu, pour ne pas dire

plus, à ce qui figure dans le Pacte électrique breton. De son côté, le nouveau scénario négaWatt comporte aussi des similitudes fortes avec ce que nous engageons en Bretagne pour assurer une transition énergétique, incluant la sortie du nucléaire. Le pacte électrique breton ramènera la part du nucléaire dans l'électricité consommée en Bretagne à moins de 50%. Nous apportons la preuve qu'en Bretagne, nous sommes passés de la parole aux actes. Voici une réponse concrète donnée aux Bretons, mais aussi aux non-Bretons qui manifestaient joyeusement samedi dernier dans les rues de Rennes.

Monsieur Le Président, on le voit, un nouveau paysage énergétique peut se dessiner. Et il rime avec un nouveau paysage territorial, un paysage formé par une diversité de territoires qui relèveront ce défi énergétique, économique, social et démocratique en tenant compte de leurs spécificités et de leurs atouts. Il convient donc de donner demain à ces territoires les moyens réels de l'action, qu'ils soient fiscaux, institutionnels, et pourquoi pas réglementaires. Les politiques énergétiques, d'infrastructures numériques ou de transports doivent se décider au sein des territoires. Et l'on pourrait étendre cette décentralisation à la question de l'enseignement supérieur ou au logement. Je ne doute pas que nous saurons réunir demain les conditions politiques pour aller dans ce sens d'une grande décentralisation. Le Sénat, cette place hier imprenable, est aujourd'hui à gauche tout comme le sont ses nouveaux représentants du Morbihan, que nous félicitons pour leur belle élection. Et puisque le Sénat est désormais à gauche, nous pouvons croire à une nouvelle décentralisation, qui disons-le, devra être également, une régionalisation.

Autre problématique qui pourrait être corrigée dans le cadre d'une république contractuelle régionalisée : les inégalités territoriales. Il n'en demeure pas moins que la démocratie est en crise avec comme moteur de ce délitement les inégalités sociales. Et dans ce domaine, je crois qu'il ne s'agit plus d'apporter des corrections mais bien comme le dit Pierre Rosanvallon de renouveler les valeurs démocratiques pour atteindre ce que Tocqueville appelait la société des égaux. Il ne s'agit pas d'une société dans laquelle tout le monde se ressemble mais bien d'une société où l'égalité se vit, positivement, comme la base des rapports entre les hommes et les femmes qui la composent. Et nous pensons que cela commence à l'école. Marie-Pierre Rouger y reviendra tout-à-l'heure.

Une séquence électorale importante va s'ouvrir, nous pensons que ce sujet, la république des territoires, doit être au cœur des préoccupations.

Je vous remercie.